Un penseur « contre-productif » ?

Denis Clerc*

Si l'on ne devait retenir qu'un mot de l'œuvre d'Illich – complexe et multiforme –, ce pourrait être, ce devrait être, « autonomie ». Car il symbolise le mieux à la fois la critique de ce qu'il appelait le « mode industriel de production » et l'originalité profonde de sa pensée. Bien entendu, Illich n'a pas été le premier à se colleter avec ce « mode industriel », par quoi il désignait un système de production reposant sur des techniques et des institutions de plus en plus complexes, porteur d'une division accrue du travail et dont le résultat final était, à ses yeux, de réduire l'autonomie effective de chacun en prétendant l'accroître.

Il asservit plus qu'il ne libère, parce que l'homme, jusqu'alors maître de l'outil, en devient le serviteur :

> L'outil peut croître de deux façons, selon qu'il augmente le pouvoir de l'homme ou qu'il le remplace. Dans le premier cas, la personne conduit son existence propre, en prend le contrôle et la responsabilité. Dans le second cas, c'est finalement la machine qui l'emporte[1].

Avant lui, des penseurs comme Aldous Huxley, George Orwell, Georges Friedmann ou Jacques Ellul, pour ne citer qu'eux, ont développé des analyses similaires, mais sur des bases morales essentiellement, mettant en cause le caractère déshumanisant et aliénant de la technique. Illich élargit cette critique aux grandes institutions – le système de soins, les transports, l'école… – et, surtout, en modifie profondément la nature, grâce à l'usage du concept de « contre-productivité ». Ce n'est pas la technique ou les grandes institutions qui asservissent, mais le fait qu'elles visent à dépasser certaines limites : « Passé un certain seuil, l'outil, de serviteur, devient despote. Passé

* Conseiller de la rédaction d'*Alternatives économiques*.

1. Ivan Illich, *la Convivialité* (1973), dans *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Fayard, 2009, p. 551-552.

un certain seuil, la société devient une école, un hôpital, une prison. Alors commence le grand enfermement », écrit-il dans la version française (1973) de *la Convivialité*[2]. Forgé par Illich, ce concept de contre-productivité s'est révélé par la suite, comme on va le voir, d'une grande fécondité, au point de dépasser l'objet même que lui assignait son initiateur et même – ironie de l'histoire – de contribuer à le marginaliser.

Naissance et développement d'un concept

Le livre qui a rendu Illich célèbre, pour l'approuver ou le dénoncer, est *Une société sans école* (1972). Mais les principaux éléments du livre figuraient déjà dans ses essais antérieurs, et notamment dans un article de 1968 (repris en 1970 avec un certain nombre d'autres articles sous le titre *Libérer l'avenir*).

Il précisait d'entrée de jeu que le « terme d'"école" [définit] une façon de s'occuper des enfants et surtout un rite de passage que nous acceptons comme allant de soi ». Or, justement, pour lui, ce rite n'allait pas de soi. D'abord parce que « l'école est trop chère pour les nations qui commencent d'apparaître[3] ». Mais aussi parce qu'elle stigmatise ceux qui ne la suivront pas ou échoueront à en gravir les échelons imposés, les réduisant au rôle de « réservoir de main-d'œuvre ». Enfin, parce que l'éducation ne se confond pas avec l'école : qu'il s'agisse de la transmission des savoirs traditionnels, de l'apprentissage des savoir-faire ou de la compréhension de la société dans laquelle on vit, « l'école se situe en marge de l'éducation, comme le guérisseur peut l'être par rapport à la santé publique ». Ne confondons pas école avec éveil de la conscience à de nouvelles possibilités, écrit-il. Cet éveil passe par de multiples canaux, et toutes les fois que l'école prétend en détenir le monopole, elle ampute du même coup, voire avilit, l'idéal éducatif :

> Du jour où une société croit que la scolarité forme des citoyens capables de jouer le jeu de la concurrence internationale, elle n'échappe pas à l'avilissement[4].

L'idée de contre-productivité est clairement déjà présente, même si elle n'est pas formulée explicitement, et même si, dans cette charge contre l'école, c'est l'institution qui est visée, et non l'éducation.

Il faut attendre la publication de la version française de *Némésis médicale* (1975) pour que le terme apparaisse, composant le troisième

2. I. Illich, *la Convivialité*, dans *Œuvres complètes*, vol. 1, *op. cit.*, p. 456.
3. Dans *Une société sans école*, il précise : « L'école s'approprie l'argent, les hommes et les bonnes volontés disponibles dans le domaine de l'éducation, et, jalouse de son monopole, s'efforce d'interdire aux autres institutions d'assumer des tâches éducatives », p. 218.
4. *Ibid.*, p. 194.

chapitre du livre, chapitre dont Jean-Pierre Dupuy écrit[5] qu'« il est essentiellement de mon cru ». Ce qui explique l'intrusion dans l'univers intellectuel illichien d'un mot emprunté à l'analyse économique, dont il était pourtant très éloigné.

> Chaque institution rationnellement planifiée dans un but technique produit des effets non techniques dont certains ont le résultat paradoxal d'*amoindrir l'homme* et d'*appauvrir son milieu* en réduisant sa capacité de se débrouiller[6].

La contre-productivité se manifeste d'abord par l'appauvrissement du milieu : il ne s'agit pas seulement de l'épuisement des ressources naturelles, des pollutions diverses bien connues, mais, plus subtilement, du fait que le produit final, loin d'améliorer les choses, contribue à les dégrader. L'exemple choisi est celui des transports :

> Chaque voiture qui s'ajoute à la circulation du boulevard périphérique aux heures de pointe augmente le temps pendant lequel des milliers d'autres voitures sont obligées de s'y traîner.

Chacun espère gagner du temps, tout le monde en perd, par un phénomène d'entropie : congestion ou paralysie, liées au fait que chaque effort individuel pour améliorer sa situation personnelle aboutit, passé un certain seuil d'encombrement, à créer davantage de désordre pour tous[7]. Évidemment certains passagers privilégiés parviendront à leurs fins, parce qu'ils ont un pas d'avance sur l'ensemble de la société : si le périphérique est bloqué, les ministres peuvent toujours se déplacer en hélicoptère.

Cette première forme de contre-productivité, que l'auteur a choisi d'appeler « spécifique », est illustrée par une image saisissante : « Ce sont les pompes qui font couler le bateau. » La rationalité individuelle produit de l'irrationalité collective. On est donc là aux antipodes de l'image classique du libéralisme économique, celle de la « main invisible » d'Adam Smith, selon qui l'action de chacun pour améliorer son sort contribue à améliorer celui de la société tout entière :

> La circulation produit plus de distance qu'elle n'en parcourt. Elle empêche de se rencontrer plus de gens qu'elle n'en met en communication[8].

---

5. Dans *la Marque du sacré* (Paris, Carnets Nord, 2008), dans lequel l'auteur retrace son itinéraire intellectuel et synthétise les grandes thématiques sur lesquelles il a travaillé. En fait, J.-P. Dupuy avait déjà utilisé le terme dans un article paru dans le numéro de novembre 1974 d'*Esprit*, « Pour une critique radicale de la société industrielle ».

6. I. Illich, *Œuvres complètes*, vol. 1, *op. cit.*, p. 673, souligné par nous.

7. Dans *Énergie et équité* (1973), *Œuvres complètes*, vol. 1, *op. cit.*, Illich écrit : « Au-delà d'une vitesse critique, personne ne "gagne" du temps sans en faire "perdre" à quelqu'un d'autre » (*ibid.*, p. 402). Dans *la Convivialité*, il y revient sous une forme un peu différente : « Dans une société où beaucoup de gens emploient des véhicules rapides, tout le monde doit y consacrer plus de temps et d'argent » (*ibid.*, p. 546).

8. *Ibid.*, p. 670-671

Mais au moins, peut-on argumenter, certains en tirent avantage, même si, globalement, bien plus encore, qui croyaient améliorer leur sort, sont en réalité floués. La contre-productivité spécifique est celle de la panique : pour échapper au danger, chacun se précipite vers ce qu'il pense être la porte de salut, mais seuls les plus rapides, les mieux placés ou les plus chanceux parviendront à la franchir, les autres la bloquant par leur nombre même.

Au contraire, la deuxième forme de contre-productivité, qualifiée de « paradoxale », nuit à tous, indistinctement. Reprenons l'exemple du transport : les moyens de transport « hétéronomes » (le terme par lequel Illich désigne ce qui est créé par le mode de production industrielle) aboutissent à dilater l'espace. Les gens vont habiter, travailler ou s'amuser de plus en plus loin, puisqu'ils disposent de moyens de transport – individuels ou collectifs, peu importe – qui le leur permettent. Mais, dans cet espace dilaté, il n'y a plus place pour la mobilité par marche à pied. Le mode « autonome » est en quelque sorte éliminé, le mode « hétéronome » imposant son « monopole radical ». Les gens n'ont plus le choix. Ils ne peuvent plus se soigner, se déplacer, s'instruire par leurs propres moyens, ils *doivent* avoir recours aux institutions qui remplissent désormais ces fonctions.

Il ne s'agit plus d'encombrement ou d'entropie, mais bel et bien de réduction de la capacité humaine. La prothèse hétéronome ne se contente pas de se substituer à la jambe autonome, elle mutile le corps tout entier, elle « amoindrit l'homme ». C'est l'humanité, au fond, qui, en cherchant à lutter contre les défis de l'existence – la mort, la maladie, la menace des voisins, mais aussi la nature et la finitude humaine –, menace l'homme lui-même.

Autrefois, les mythes fixaient les bornes, jusqu'où l'homme pouvait ne pas aller trop loin. Celui que l'ambition poussait à ignorer ces bornes – Prométhée par exemple –, les dieux s'attachaient à le punir. L'*hybris*, la démesure, qui faisait franchir les limites, déclenchait la colère divine et Némésis était chargée d'exécuter la sanction. Aujourd'hui,

> Némésis s'est annexé la scolarisation universelle, l'agriculture, les transports en commun, le salariat industriel et la médicalisation de la santé. Elle plane sur les chaînes de télévision, les autoroutes, les supermarchés et les hôpitaux. Les garde-fous que constituaient les mythes traditionnels ont cédé[9].

Pourtant Illich nuance le propos. Ce n'est pas l'industrie, la technique, l'innovation ou la division du travail qui sont à mettre en cause, mais le refus de leur fixer des limites, la volonté de dépasser certains seuils :

9. I. Illich, *Œuvres complètes*, vol. 1, *op. cit.*, p. 781.

> Sans doute, le produit industriel peut rendre plus efficace l'action et plus indépendant l'acteur. C'est le cas des bicyclettes, des livres et des antibiotiques, qui peuvent d'ailleurs être produits plus efficacement d'une manière industrielle. […] Tant que des innovations techniques améliorent à la fois la production autonome et la production hétéronome, la synergie sociale positive entre les deux s'accroît. […] Dès que le mode hétéronome est privilégié au-delà d'un certain point, il s'établit un monopole radical sur le procédé de production dans son ensemble […],

et la contre-productivité l'emporte. Il ne s'agit pas de retourner au passé, mais de conjuguer efficience et convivialité, de « concevoir des outils qui permettent d'éliminer l'esclavage de l'homme à l'égard de l'homme, sans pour autant l'asservir à la machine ». En un mot, de mettre la technique au service de l'autonomie, de diversifier les modes de production, de faire en sorte que le mode industriel de production n'impose plus son monopole radical.

Un concept fécond en sciences sociales…

Incontestablement, le concept de contre-productivité marque une avancée considérable dans le domaine des sciences sociales, et sans doute bien au-delà de ce qu'Illich lui-même imaginait. Car, s'il en voyait l'importance « macro-sociale » – le fait que, dans une société, plus les moyens mis en œuvre sont importants, plus on s'éloigne du résultat recherché au lieu de s'en rapprocher –, il en a sous-estimé la fécondité « micro-sociale », notamment au sein de l'analyse économique elle-même. Pourtant, on va le montrer par quelques exemples simples, la contre-productivité devrait figurer au premier rang des concepts que celle-ci utilise pour éclairer les effets des comportements humains.

Depuis longtemps, les économistes ont mis en évidence que la détention d'une information ignorée des autres constitue un pouvoir important. Ainsi, le dirigeant d'une entreprise en sait plus sur celle-ci que les actionnaires, et si lui-même n'est pas actionnaire, il aura tendance à diriger l'entreprise de façon à servir ses intérêts à lui davantage que ceux des actionnaires, par exemple en privilégiant la paix sociale au sein de l'entreprise plutôt que la maximisation des profits, ou en s'entourant de nombreux conseillers chèrement payés plutôt qu'en simplifiant l'organigramme, ou encore en cherchant à faire grandir le plus possible l'entreprise plutôt qu'à lui faire gagner le plus d'argent possible.

Cette divergence de point de vue a été plus particulièrement mise en évidence par John K. Galbraith, qui faisait de ce pouvoir managérial un des éléments clés de la transformation progressive du capita-

lisme en technostructure planificatrice. Mais, depuis le début des années 1980, avec le retour sur le devant de la scène du libéralisme économique et de l'idéologie de la « main invisible » – plus les entreprises font de profits, mieux c'est pour tout le monde –, l'analyse économique a proposé une autre approche, souvent appelée « principal-agent » : si vous voulez que les dirigeants salariés de l'entreprise se soucient autant de l'intérêt des actionnaires que du leur, il suffit de leur verser une rémunération, ou des primes, indexées sur les bénéfices réalisés ou, ce qui revient théoriquement au même[10], sur les cours en Bourse de l'action de la société. Ainsi sont nés les *stock options* des cadres dirigeants, ou les bonus des *traders*, censés réconcilier l'intérêt des dirigeants (ou des *traders*) et celui des actionnaires. Sauf que, passé un certain seuil, ces rémunérations sont devenues si importantes qu'elles ont poussé les dirigeants à trafiquer les comptes (affaire *Enron*), et les *traders* à prendre des risques inconsidérés. La contre-productivité était à l'œuvre et, au bout du compte, elle a détruit bien plus de « valeur actionnariale[11] » à travers la crise, qu'elle n'en avait apparemment incité à en créer précédemment.

Dans le même registre, il est clair aujourd'hui que les rémunérations élevées dans le haut de la hiérarchie sociale contribuent bien plus à miner la cohésion sociale qu'à stimuler l'activité économique : contre-productivité encore. Dernier exemple – mais on pourrait les multiplier –, dans un tout autre domaine : protéger les salariés contre l'arbitraire des employeurs, notamment en rendant les licenciements coûteux et juridiquement difficiles, est à l'origine de la multiplication des emplois temporaires, et la surprotection des uns se traduit par une précarisation croissante des autres, en général les plus fragiles (les plus jeunes, les moins diplômés, ceux qui disposent du moins de « capital social »…), engendrant du même coup une inquiétude sourde dans tout le corps social : contre-productivité toujours.

Cette espèce d'inversion des résultats peut faire penser à la thèse de « l'effet pervers » dont Albert O. Hirschman a montré qu'il était un des éléments importants de la rhétorique réactionnaire[12], bien exprimé par Joseph de Maistre (« Les efforts du peuple pour atteindre un objet sont précisément le moyen qu'elle [la Providence] emploie pour l'en éloigner ») ou, deux siècles plus tard, avec un argumentaire plus laïc, par Charles Murray (« En essayant de faire plus pour les pauvres, nous avons réussi à faire plus de pauvres »). Mais il existe

10. Les cours en Bourse, dans l'analyse économique libérale, sont en effet censés refléter les espérances de gains des actionnaires.

11. Et créé bien plus de souffrances sociales (chômage, surendettement, saisies de maisons, etc.) dans l'ensemble de la société.

12. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991. La citation de Joseph de Maistre figure p. 37 de ce livre et est tirée de ses *Considérations sur la France* (1797), celle de Charles Murray – un économiste américain de tendance ultralibérale –, p. 54.

une différence essentielle : alors que l'effet pervers est censé se produire dès lors que l'homme cherche à transgresser l'ordre immuable des choses, la contre-productivité n'opère que passé un certain seuil. Elle n'est pas dans la nature des choses, comme une sorte de châtiment divin (ou naturel), mais elle provient de l'absence de limites à l'action humaine. Ce qui est en cause dans la contre-productivité, c'est l'excès, l'*hybris*, alors que dans l'effet pervers, c'est l'action humaine elle-même, parce qu'elle est vaine, ou vouée à l'inanité. La contre-productivité est engendrée par une confiance excessive dans la capacité humaine d'améliorer les choses, alors que l'effet pervers provient de l'infirmité de l'esprit humain, aveuglé par les bonnes intentions dont l'enfer est pavé. Le cas de la protection de l'emploi, évoqué ci-dessus, est parlant : elle est nécessaire, ne serait-ce que pour contrebalancer l'excès de pouvoir potentiel du fort vis-à-vis du faible, et ce n'est que lorsqu'elle devient excessive qu'elle engendre des effets négatifs en concentrant la flexibilité nécessaire sur la fraction la plus fragile des travailleurs.

La différence est essentielle. L'effet pervers conduit au laisser-faire et à l'optimisme de la main invisible qui transmue les égoïsmes individuels en intérêt collectif. Au contraire, selon Illich,

> seul un accord général sur les procédures susceptibles de garantir également l'autonomie de l'homme postindustriel pourra permettre de déterminer les limites auxquelles doit se tenir l'activité humaine[13].

Dans un cas, l'autorégulation par le marché (ou la fidélité à la tradition) suffit ; dans l'autre, la réponse passe par le débat démocratique et le respect du « n'est bon pour moi que ce qui est accessible à tous », selon l'expression d'André Gorz, qui fut longtemps un proche d'Ivan Illich.

… *sous réserve de ne pas trop l'utiliser*

Concept fécond, donc, mais qu'il faut cependant utiliser avec modération. Pour deux raisons. La première est la plus évidente : si l'accord se fait volontiers sur l'idée que le mode de production industriel a besoin de certaines bornes, qu'il ne doit pas franchir certains seuils, la définition précise de ces seuils – à partir de quelle limite est-on susceptible d'aller trop loin ? – ne fait l'objet d'aucun consensus. Où fixer le curseur ? Dire d'un seuil qu'il existe, dire qu'il est « certain » ne signifie pas qu'il y a accord sur le niveau de ce seuil. Le débat fait rage actuellement sur la question climatique, alors qu'il s'agit là seulement d'une question environnementale, c'est-à-dire

13. I. Illich, *Œuvres complètes*, vol. 1, *op. cit.*, p. 784.

susceptible de mesure et d'observation scientifiques. On imagine la difficulté de trouver un accord si le jugement, au lieu de porter sur un fait d'observation, doit porter sur un fait moral. Tous les clivages deviennent alors envisageables, entre optimistes et pessimistes, entre permissifs et rigoristes, entre scientistes et humanistes, entre ceux qui croient au progrès et ceux qui craignent le changement, entre riches et pauvres… Illich s'en tire par une pirouette :

> Si nous ne nous mettons pas d'accord sur une procédure efficace, durable et conviviale afin de contrôler les outils sociaux, l'inversion de la structure institutionnelle existante ne pourra être ni amorcée ni surtout maintenue[14].

Une « procédure efficace » qui, à ses yeux, ne pourra naître que d'une aggravation de la crise, produisant un « basculement » dans l'imaginaire, les citoyens cessant de croire que plus, c'est mieux[15].

La deuxième raison est que la contre-productivité, elle-même, peut devenir… contre-productive[16]. Illich n'a cessé de décocher des flèches acérées à la médecine professionnelle, l'accusant (non sans raison) d'être génératrice de maladies (nosocomiales, ou « iatrogénétiques », pour reprendre son terme, c'est-à-dire engendrées par le système de soins lui-même). Dans les années 1970, l'accusation pouvait être convaincante, car il était clair que l'essentiel des gains d'espérance de vie au cours du siècle qui précédait tenait davantage à l'hygiène, à l'urbanisme, à la prévention qu'à la médecine proprement dite. Et certains pouvaient s'interroger sur l'intérêt de prolonger la vie d'organismes usés et défaillants.

Mais, au cours des trente dernières années, la question a été réglée : qu'il s'agisse du sida, de la prévention des maladies cardiovasculaires ou des prothèses de la hanche (pour ne prendre que ces trois types de soins), l'apport médical, parfois joint à une meilleure hygiène alimentaire, a été déterminant pour permettre à des millions de personnes de ne pas mourir et de vivre sans handicap. Les gains d'espérance de vie en bonne santé (ou sans handicap) et les gains d'espérance de vie tout court sont allés de pair. Autant l'analyse illichienne du système des transports était décapante et demeure prémonitoire, autant sa charge contre le système de soins s'est révélée fragile et peu convaincante par bien des aspects[17].

---

14. I. Illich, *la Convivialité*, *op. cit.*, p. 561.

15. Cette référence implicite au « catastrophisme » est un des seuls passages de son œuvre où il se rapproche des thèses de François Partant (*Que la crise s'aggrave…*, Paris, Solin, 1978, réédité en 2002 aux éditions Parangon) ou de certains partisans de la décroissance comme Serge Latouche ou Paul Ariès.

16. Pourtant, il écrivait : « Rien n'échappe à l'usure, pas même les concepts […]. »

17. Et ceci bien que certains des aspects de cette critique gardent leur pertinence : l'excès de médicaments, l'acharnement thérapeutique, la négation de la mort, le coût excessif d'une médecine qui fait la part trop belle aux techniques, l'importance des soins personnels et de la pharmacopée traditionnelle…

Dans un autre domaine également, la critique de la croissance, Illich a manié un peu trop rapidement le concept de contre-productivité. Affirmant « je crois que la croissance s'arrêtera d'elle-même », il ajoutait un peu plus loin : « Davantage de croissance conduit obligatoirement au désastre […][18]. » Dans ce domaine, il estimait que le mieux (ou le plus) est l'ennemi du bien, et il avait sans doute raison, anticipant de plus de trente ans les débats d'aujourd'hui sur la dissociation croissante entre le sentiment de bien-être et les indicateurs économiques, le premier reculant assez sensiblement tandis que les seconds continuent d'augmenter. Il proposait une alternative :

> Un processus d'agrément portant sur la fixation et le maintien de limites à la croissance de l'outillage ; un processus d'encouragement de la recherche radicale de telle sorte qu'un nombre croissant de gens puissent faire toujours plus avec toujours moins[19].

Il sous-estimait incontestablement l'importance de la croissance économique pour réduire la très grande pauvreté dans les pays du Sud : quoi qu'on puisse penser de la « soutenabilité » du « modèle chinois » (et, plus largement, des pays que l'on dit aujourd'hui émergents), des dégâts environnementaux et sociaux dont il s'accompagne[20], force est de reconnaître que, en Chine, la malnutrition a désormais quasiment disparu, alors qu'en Afrique, restée à l'écart de la croissance économique, elle s'est aggravée.

Mais il sous-estimait également la « résilience » d'un système économique bien plus plastique que beaucoup le pensent : face aux défis environnementaux, il évolue à grande vitesse, même si de (trop) nombreuses entreprises continuent de considérer la planète comme un gigantesque réservoir inépuisable. Il n'est pas certain que cette évolution suffise à éviter les catastrophes environnementales[21], tant la prise de conscience a été tardive et tant les réticences de certains *lobbies* sont grandes.

Mais aujourd'hui les réticences viennent bien davantage des ménages eux-mêmes, qui ne voient pas comment changer leur mode de vie, que des entreprises, qui parient largement sur « la croissance verte ». Signe des temps : dans la foulée du rapport Sen-Stiglitz commandé par le président de la République aux deux prix Nobel d'économie hétérodoxes sur « les indicateurs de bien-être », l'Insee vient de publier un rapport qui prend ses distances avec « la dictature du PIB » et propose, pour la première fois, un ensemble d'indicateurs mesurant les « performances » économiques et sociales comparées

18. I. Illich, *la Convivialité*, *op. cit.*, p. 571 et 575.
19. *Ibid.*, p. 570.
20. Mais avons-nous des leçons à donner à ces pays, quand on regarde les dégâts environnementaux et sociaux engendrés par nos pays lors de leur révolution industrielle ?
21. Voir, sur ce point, le livre de Bernard Perret, *Le capitalisme est-il durable ?*, Paris, Carnets Nord, 2009.

des principaux pays. Il ne s'agit pour l'instant que d'exercices intellectuels.

Mais rien ne dit que, peu à peu, ne s'affirme pas dans l'opinion publique en général la prise de conscience que le bien-être n'est pas aussi lié que le disent les économistes à la croissance économique, ces derniers restant alors le dernier carré d'une « orthodoxie » bousculée par les faits de toutes parts. Bref, la contre-productivité de la croissance économique devenant plus évidente, il n'est pas certain que la gouvernance économique elle-même n'en tienne pas compte et mette progressivement la qualité de la vie plutôt que les quantités produites sur le devant de la scène.

Illich aurait alors triomphé sur la forme – la croissance n'est qu'un leurre, au moins dans les pays qui se disent développés –, mais sans gagner pour autant sur le fond, à savoir le passage à des modes de production diversifiés, où l'autonomie tiendrait un rôle croissant au détriment de l'hétéronomie.

Denis Clerc